Bureau du 24 mars 2003

Décision n° B-2003-1209

commune (s) : Lyon 5°

objet : **Places Benoît Crépu et François Bertras - Aménagement - Ajustement du montant de l'autorisation de programme individualisée**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Espaces publics

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 14 mars 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Le Conseil a délibéré le 18 mars 2002 sur le principe du réaménagement des espaces publics surmontant et avoisinant le parc de stationnement Saint Georges en cours de réalisation et l'individualisation d'une autorisation de programme de 68 000 € correspondant à la rémunération des études de définition en cours.

Le lancement d'une telle opération requiert, au stade des premières études de conception, une enveloppe financière disponible correspondant à des études d'investigations annexes, des diagnostics, une reconnaissance de l'état existant, nécessaire pour partie, à l'étude de définition. Il s'agit, en l'occurrence, de levés de géomètres, de diagnostics acoustiques, d'investigations imprévues (sondages ponctuels), de la récupération de blocs de pierre du chantier archéologique avant destruction et évacuation en décharge, d'éléments graphiques destinés à la communication.

Le coût de ces prestations, estimé à 25 000 € TTC, n'avait pas été intégré dans l'autorisation de programme votée. La mise en place d'une autorisation de programme complémentaire de 25 000 € est ainsi rendue nécessaire ;

Vu ledit dossier ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2002-0470 et n° 2003-1087 en date des 18 mars 2002 et 3 mars 2003 ;

DECIDE

1° - Approuve l'estimation des investigations préalables au lancement de l'opération d'aménagement des places Benoît Crépu et François Bertras à Lyon 5°.

2° - L'autorisation de programme individualisée le 18 mars 2002 sur l'opération n° 715 pour un montant de 68 000 € est révisée pour un montant supplémentaire de 25 000 €, à prévoir en crédits de paiement sur l'exercice 2003.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,